



RESEAU ELECTRIQUE DU SUD-OUEST : LE SERVICE PUBLIC SOUS HAUTE TENSION, LES METIERS AUSSI !

Dans le Sud-Ouest, la situation du réseau électrique confirme ce que la FNME-CGT dénonce depuis longtemps : la libéralisation du secteur de l'énergie fragilise le service public, les infrastructures et les conditions de travail.

Aujourd'hui, le réseau Sud-Ouest subit des tensions croissantes. D'un côté, les flux d'électricité venus de la péninsule ibérique augmentent fortement, notamment avec la production solaire et éolienne. De l'autre, les raccordements d'énergies renouvelables se multiplient sur le réseau de distribution déjà mal en point. Résultat : le réseau sature, la tension monte, les marges de sécurité diminuent et les agents doivent gérer une situation de plus en plus instable.

Cette réalité est aggravée par les règles du marché européen, qui imposent de réserver une grande partie des capacités du réseau aux échanges transfrontaliers. Si la FNME-CGT défend la solidarité énergétique entre pays, elle s'oppose à sa perte de souveraineté sous la pression Bruxelloise !

Pour éviter les incidents, les agents doivent alors multiplier les mesures d'urgence : modulation intense de production, écrêtements brutaux du renouvelable intermittents, maintenance soutenue des outils de production.

Derrière cette désorganisation principalement liée à un manque de planification, ce sont les salariés qui trinquent ! Dans les centres de conduite, la surveillance et les arbitrages en temps réel génèrent une charge mentale croissante voire de la souffrance. Sur le terrain, les équipements vieillissent plus vite, les urgences se multiplient et la maintenance préventive recule et là aussi ce sont les agents qui subissent.

■ La FNME-CGT refuse que la transition énergétique se fasse contre les travailleurs et sans planification et maîtrise publique. Elle exige l'ouverture immédiate d'expertises RPS (Risques Psychosociaux) dans tous les services de conduite et de maintenance pour évaluer la charge réelle de travail et protéger la santé des agents.

A l'image du Sud-Ouest, le réseau national tient uniquement grâce à l'engagement des agents. Il est temps de donner au service public de l'énergie les moyens d'assurer ses missions. Exploiter un réseau plus complexe et plus sensible exige des investissements massifs dans l'humain sous statut des IEG et de véritables reconnaissances salariales.

L'électricité est un bien commun d'intérêt général, pas une marchandise.

AVEC LA FNME-CGT, DÉFENDONS NOS MÉTIERS ET L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE.